

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 D 03870
Numéro SIREN : 885 373 688
Nom ou dénomination : 6-12 FSH

Ce dépôt a été enregistré le 22/07/2020 sous le numéro de dépôt 70854

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 22-07-2020

N° DE DEPOT : 2020R070854

N° GESTION : 2020D03870

N° SIREN : 885373688

DENOMINATION : 6-12 FSH

ADRESSE : 36 rue du Louvre 75001 Paris

DATE D'ACTE : 22-07-2020

TYPE D'ACTE : Statuts constitutifs

NATURE D'ACTE :

6-12 FSH Société civile à capital variable au capital initial de 1.000 euros Siège Social : 36 rue du Louvre, 75001 Paris Société en cours d'immatriculation auprès du RCS de Paris STATUTS CONSTITUTIFS LES SOUSSIGNEES : la société RIVOLI SAS, société par actions simplifiée à associé unique, ayant son siège social au 80 avenue Hoche, 75008 Paris, identifiée au Répertoire SIRENE sous le numéro d'identification unique 750 704 645 RCS Paris, représentée selon les modalités indiquées en	6-12 FSH Civil company with variable capital with an initial capital of EUR 1,000 Registered office: 18 rue de Londres, 75009 Paris Company in the process of being registered with the RCS of Paris FOUNDING BY-Laws THE UNDERSIGNED: RIVOLI SAS, a simplified joint stock company with a single shareholder, having its registered office at 80 avenue Hoche, 75008 Paris, identified in the SIRENE Register under the unique identification number 750 704 645 RCS Paris, represented according to the terms and
---	---

DS

C

DS

SD

DS

GTM

page de signature, et la société NAEV France SAS, société par actions simplifiée, ayant son siège social au 18 rue de Londres, 75009 Paris, identifiée au Répertoire SIRENE sous le numéro d'identification unique 883 066 722 RCS Paris, représentée selon les modalités indiquées en page de signature, ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIV LES STATUTS D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE QU'ELLES ONT DECIDE DE CONSTITUER : TITRE I FORME – OBJET – DÉNOMINATION – SIÈGE – DURÉE ARTICLE I – FORME Il est constitué entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société civile régie par les dispositions du titre IX du Livre III du Code civil, les textes pris pour son application ainsi que par les présents statuts (ci-après la Société). ARTICLE 2 – OBJET La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger : a) l'acquisition (directe ou indirecte), l'administration (directe ou indirecte), l'exploitation/exploitation (directe ou indirecte) par des contrats de bail, la mise en valeur y compris par voie d'aménagement, d'amélioration, de construction de constructions et la vente par tous moyens des locaux appartenant aux immeubles suivants : - Immeuble situé 6, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris - Immeuble situé 12, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris Et, plus généralement, de tout autre actif immobilier tel que défini ci-dessous qui pourrait être acquis ou détenu par la	conditions indicated on the signature page, And NAEV France SAS, a simplified joint stock company, with registered office at 18 rue de Londres, 75009 Paris, identified in the SIRENE Register under the unique identification number 883 066 722 RCS Paris, represented in accordance with the procedures indicated on the signature page, HAVE ESTABLISHED AS FOLLOWS THE STATUTES OF A CIVIL COMPANY WHICH THEY HAVE DECIDED TO SET UP: TITLE I FORM - PURPOSE - NAME - SEAT - DURATION ARTICLE 1 - FORM A civil company governed by the provisions of Title IX of Book III of the French Civil Code, the texts adopted for its application and these Articles of Association (hereinafter the "Company") is formed between the owners of the shares created hereafter and those that may be created subsequently. ARTICLE 2 - PURPOSE The purpose of the Company, in France and abroad, shall be: a) The acquisition, (direct or indirect), the administration (direct or indirect), the exploitation/operation (direct or indirect) by lease agreements, the enhancement including by way of development, improvement, building of constructions and the sale by all means of the premises belonging to the following buildings: - Building located 6, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris - Building located 12, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris And, more generally, of any other Real Estate Assets as defined below which may be acquired or held by the Company directly or indirectly.
--	--

DS DS DS

SD = STM

Société directement ou indirectement. 1. l'acquisition de biens immobiliers résidentiels, de biens immobiliers commerciaux et de biens immobiliers à usage mixte ; 2. l'acquisition de biens immobiliers qui sont actuellement en construction si la planification autorisée de la construction correspond aux utilisations mentionnées au n° 1 et si l'on peut s'attendre, compte tenu des circonstances, à ce que les mesures de construction soient finalisées en temps voulu ; 3. l'acquisition de biens immobiliers non construits qui sont désignés et aptes à un développement propre en temps voulu conformément au n° 1 ; 4. l'acquisition d'autres biens immobiliers ; 5. l'acquisition d'actifs nécessaires à la gestion des biens immobiliers détenus par la Société ; 6. la participation dans une société immobilière dont l'objet permet l'acquisition d'actifs immobiliers tels que définis dans les présents statuts ; b) la conclusion de tout prêt dans le cadre de l'acquisition et de la possession de biens immobiliers, qu'il soit assorti ou non d'une hypothèque, la souscription de toute convention de couverture du risque de taux d'intérêt en relation avec ce prêt et l'octroi de toute sûreté en relation avec ce prêt, à condition que cet emprunt de fonds, la souscription de toute convention de couverture du risque de taux d'intérêt et l'octroi de cette sûreté soient conformes aux dispositions correspondantes s'appliquant aux Fonds tel que défini ci-dessous ; l'administration et la location de locaux pour le siège social et pour tous les autres lieux de la Société, la mise à disposition des fonds nécessaires à ces contrats ; c) et plus généralement, toutes opérations pouvant se rapporter directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser la réalisation, dans la mesure où elles (i) ne modifient pas le caractère civil de la Société et (ii) ne mettent pas en cause la qualification de société immobilière de la Société au regard du document d'émission des Fonds et au regard de la loi allemande sur la fiscalité des investissements. La Société est indirectement détenue par le fonds luxembourgeois "NAEV-IMMO SCS SICAV-FIS"	1. the acquisition of residential real estate properties, commercial real estate properties and mixed-use real estate properties; 2. the acquisition of real estate properties which are currently under construction if the permitted building planning corresponds to the uses stated in No. 1 and if it can be expected from the circumstances that the building measures will be finalized in due time; 3. the acquisition of unbuilt real estate properties which are designated and apt for a timely own development in accordance with No. 1; 4. the acquisition of other real estate properties; 5. the acquisition of assets which are necessary for the management of the real estate properties held by the Company; 6. the participation in a real estate company which purpose allows the acquisition of Real Estate Assets as defined herein. b) The entering into any loan in the frame of acquiring and holding real estate assets, be it accompanied by a mortgage or not, the subscription to any interest rate risk hedging agreement in connection with said loan and the granting of any security in connection with said loan, provided that such borrowing of funds, subscription to any interest rate risk hedging agreement and granting of such security are in line with the corresponding provisions applying to the Fund as defined below; the administration and the renting of premises for the registered office and for all other locations for the Company, the provision of funds which are necessary for such contracts. c) And more generally, any transactions that may relate directly or indirectly to this purpose or that are likely to foster the achievement thereof, insofar as they (i) do not change the civilian nature of the company and (ii) do not jeopardize the qualification of the company as real estate company in terms of the emission document of the Funds and in terms of the German Investment Tax Act. The Company is indirectly held by the Luxembourgian fund "NAEV-IMMO SCS SICAV-FIS" and the German fund "BVK Europa-
---	---

DS DS DS
C SD GTM

et le fonds allemand "BVK Europa-Immobilien-Spezialfonds" (ci-après les **Fonds**). La Société ne peut exercer que les activités que les Fonds eux-mêmes sont également autorisés à exercer. La Société ne doit pas se porter garante pour des tiers ou exercer des activités similaires. La Société ne doit pas s'engager dans une négociation active à court terme de ses actifs.

ARTICLE 3 – DÉNOMINATION

La dénomination sociale de la Société est « 6-12 FSH ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés à des tiers, la dénomination de la Société doit toujours être suivie ou précédée des mots « société civile immobilière » ou « SCI » et suivie de l'énonciation de la variabilité du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 36 rue du Louvre, 75001 Paris.

Il peut être transféré dans tout autre endroit par décision collective des associés prise dans les conditions prévues à l'article 12.

ARTICLE 5 – DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

ARTICLE 6 – APPORTS

Lors de la constitution, il a été fait apport à la Société :

- par RIVOLI SAS, d'une somme de six cent euros (600 €) correspondant à six cent euros (600€) de capital; et
- par NAEV France SAS, d'une somme de quatre cent euros (400 €) correspondant à quatre cent euros (400€) de capital.

Immobilien-Spezialfonds" (the "Funds"). The Company may only perform such activities which the Funds themselves are also allowed to perform. The Company must not act as guarantor for third parties or perform similar activities. The Company shall not engage in an active short period trading of its assets.

ARTICLE 3 – CORPORATE NAME

The name of the Company is "6-12 FSH".

In all deeds and documents issued by the Company and intended for third parties, the name of the Company must always be followed or preceded by the words "société civile immobilière" or "SCI" and followed by a statement of the variability of the share capital.

ARTICLE 4 - REGISTERED OFFICE

The registered office is located at 36 rue du Louvres, 75001 Paris.

It may be transferred to any other place by collective decision of the shareholders taken under the conditions provided for in Article 12.

ARTICLE 5 - DURATION OF THE COMPANY

The term of the Company is ninety-nine (99) years from the date of its registration with the Trade and Companies Registry, except in the event of extension or early dissolution.

TITRE II

CONTRIBUTIONS - SHARE CAPITAL - SHARES

ARTICLE 6 - CONTRIBUTIONS

Under the incorporation of the Company, a contribution was made to the Company:

- by RIVOLI SAS, of a sum of six hundred euros (€600) corresponding to six hundred euros (€600) in capital; and
- by NAEV France SAS, of a sum of four hundred euros (€400) corresponding to four hundred euros (€400) in capital.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**7.1 Capital social à la constitution**

Le capital social est fixé à la somme de mille euros (1.000 €).

Le capital social est divisé en mille (1.000) parts sociales d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune.

7.2 Variabilité du capital social

Le capital social est variable. Conformément aux dispositions du titre III du Livre II du Code de commerce, le capital social est susceptible d'accroissement par les versements des associés ou ceux résultant de l'admission de nouveaux associés et de diminution du fait de l'annulation de parts sociales existantes.

7.2.1 Capital social souscrit

Le capital social statutaire est fixé à mille euros (1.000 €).

7.2.2 Capital social autorisé

Le capital social autorisé, correspondant au capital maximum au-delà duquel il ne peut être souscrit de nouvelles parts sociales que par décision collective prise conformément aux stipulations de l'article 12, est fixé à la somme de deux cent cinquante millions d'euros (250.000.000 €).

7.2.3 Capital social effectif

Le capital social effectif représente le montant du capital à un instant donné, compte tenu des apports effectués et des réductions de capital opérées.

7.2.4 Capital social minimum

Le capital social minimum est fixé à mille euros (1.000 €).

ARTICLE 8 – AUGMENTATION ET RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL - RETRAIT

8.1 La gérance est habilitée à recevoir les souscriptions nouvelles en numéraire à de nouvelles parts sociales dans les limites du capital autorisé et sous réserve de l'agrément préalable des nouveaux associés dans les conditions prévues au 10.2 ci-dessous.

Les souscriptions reçues font l'objet d'une déclaration d'ensemble établie chaque année par la gérance et constatée lors de chaque assemblée annuelle d'approbation des comptes.

ARTICLE 7 - SHARE CAPITAL**7.1 Share capital at incorporation**

The share capital is fixed at one thousand euros (€1,000).

The capital is divided into one thousand (1,000) shares with a nominal value of € one (€1).

7.2 Variability of the share capital

The share capital is variable. In accordance with the provisions of Title III of Book II of the French Commercial Code, the share capital may be increased by payments from shareholders or those resulting from the admission of new shareholders and decreased by the cancellation of existing shares.

7.2.1 Subscribed share capital

The statutory share capital is set at one thousand euros (€1,000).

7.2.2 Authorized share capital

The authorised share capital, corresponding to the maximum capital above which new shares may only be subscribed for by collective decision taken in accordance with the provisions of Article 12, is set at the sum of two hundred and fifty million euros (€250,000,000).

7.2.3 Effective share capital

The effective share capital represents the amount of capital at a given moment, taking into account the contributions made and the capital reductions carried out.

7.2.4 Minimum share capital

The minimum share capital is set at one thousand euros (€1,000).

ARTICLE 8 - INCREASE AND REDUCTION OF SHARE CAPITAL - WITHDRAWAL

8.1 The Management Board is authorised to receive new subscriptions in cash for new shares within the limits of the authorised capital and subject to the prior approval of the new shareholders under the conditions set out in 10.2 below.

Subscriptions received are subject to an overall declaration drawn up each year by the management and recorded at each annual meeting to approve the accounts.

In the event of a capital increase through the creation of shares for cash, the management or, beyond the authorised

DS DS DS
C SD = STM

En cas d'augmentation de capital par création de parts sociales de numéraire, la gérance ou, au-delà du capital social autorisé, les associés, organisent, s'ils le jugent opportun, toutes modalités de souscription, avec ou sans droit préférentiel à titre irréductible et réductible. 8.2 La réduction du capital social par voie de rachat de parts sociales est possible, sous réserve que l'offre s'adresse à tous les associés proportionnellement au nombre de parts sociales qu'ils possèdent. Le capital social peut être réduit du fait de l'annulation de parts sociales en conséquence de leur remboursement. 8.3 Tout associé peut se retirer totalement ou partiellement de la Société en notifiant à la gérance sa demande de remboursement de tout ou partie des parts sociales qu'il détient, (i) dans la limite de la trésorerie disponible, compte tenu de la couverture des engagements souscrits par la Société, et (ii) à condition que les capitaux propres demeurent au moins égaux au capital social statuaire de la Société à l'issue du retrait. La date de prise d'effet du retrait interviendra au plus tard six (6) mois après la notification de la demande ou dans un délai plus court sur décision de la gérance, compte tenu à cette date des demandes de retrait notifiées à la Société. La valeur de la part de l'associé qui se retire est fixée d'un commun accord entre la Société et l'associé qui se retire ou, à défaut, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Sauf décision collective contraire des associés, aucune reprise d'apport ne pourra avoir pour effet de réduire le capital social en dessous du capital statuaire, sauf : - décision collective contraire des associés prise dans les conditions de l'article 12 des statuts ; - ou - si elle est faite sous la condition suspensive de la réalisation d'une augmentation de capital permettant à la Société de disposer d'un capital social au moins égal au capital statuaire	share capital, the shareholders, if they deem it appropriate, organise all subscription procedures, with or without preferential rights as an irreducible and reducible entitlement. 8.2 The reduction of the share capital through the repurchase of shares is possible, provided that the offer is addressed to all the associates in proportion to the number of shares they own. The share capital may be reduced as a result of the cancellation of shares as a consequence of their redemption. 8.3 Any shareholder may withdraw from the Company in whole or in part by notifying the management of his request for repayment of all or part of the shares he holds, [(i) within the limit of available cash, taking into account the coverage of the commitments entered into by the Company, and (ii) provided that the shareholders' equity remains at least equal to the Company's statutory share capital after the withdrawal]. The effective date of the withdrawal shall be no later than six (6) months after notification of the request or within a shorter period upon a decision by the Management, taking into account the withdrawal requests notified to the Company at that date. The value of the share of the withdrawing shareholder shall be fixed [by mutual agreement between the Company and the withdrawing shareholder or, failing this, in accordance with the provisions of Article 1843-4 of the Civil Code]. Unless the shareholders decide collectively to the contrary, no takeover of a contribution may have the effect of reducing the share capital below the statutory capital, except: • a collective decision to the contrary by the shareholders taken under the conditions of article 12 of the articles of association; - or • if it is made subject to the condition precedent of the completion of a capital increase enabling the Company to have a share capital at least equal to the statutory share capital. ARTICLE 9 - SHARES - RIGHTS AND
--	---

DS SD GTM

ARTICLE 9 – PARTS SOCIALES – DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

9.1 Les mille (1 000) parts sociales d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune composant le capital social sont attribués aux associés de la façon suivante :

- RIVOLI SAS : six (600) parts sociales,
- NAEV France SAS : quatre cent (400) parts sociales,

TOTAL égal au nombre de parts sociales composant le capital social de la Société : mille (1000).

9.2 Chaque part sociale donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes. Elle ouvre droit à répartition des bénéfices et du boni de liquidation ou obligation à la contribution aux pertes dans les conditions précisées aux articles 15 et 17 ci-après.

9.3 Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

9.4 A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation de paiements.

9.5 Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

9.6 Le titre de chaque associé résulte seulement des présentes, des actes qui pourraient modifier les présents statuts et des cessions qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties, constatées et publiées.

ARTICLE 10 – CESSION DES PARTS SOCIALES**10.1 Cessions de parts**

Les cessions de parts sociales doivent être constatées sous seing-privé ou par acte authentique ; elles ne seront rendues opposables à la Société et aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la loi.

Les parts sociales ne sont librement cessibles qu'entre associés et ne sont librement transmissibles que dans la situation visée à l'article 10.3 ci-dessous.

10.2 Agrément**OBLIGATIONS OF SHAREHOLDERS**

9.1 The one thousand (1000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, making up the share capital, shall be allocated to the shareholders as follows:

- RIVOLI SAS: six hundred (600) shares,
- NAEV France SAS: for hundred (400) shares,

TOTAL equal to the number of shares making up the Company's share capital: one thousand (1000).

9.2 Each share entitles the holder to a fraction of the ownership of the Company's assets in proportion to the number of existing shares. It gives the right to the distribution of profits and the liquidation bonus or obligation to contribute to losses under the conditions specified in Articles 15 and 17 below.

9.3 Each share is indivisible with respect to the Company.

9.4 With respect to third parties, the shareholders shall be indefinitely liable for the Company's debts in proportion to their share in the share capital on the due date or on the date of cessation of payments.

9.5 Membership shares may not be represented by negotiable securities.

9.6 The title of each shareholder is only derived from these Articles of Association, from the deeds that may amend these Articles of Association and from the transfers that may be subsequently and regularly granted, recorded and published

ARTICLE 10 - TRANSFER OF SHARES**10.1 Sales of shares**

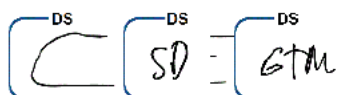
Transfers of shares must be recorded under private deed or by authentic deed; they will only be made binding on the Company and third parties after the formalities provided for by law have been completed.

The shares are freely transferable only between shareholders and their affiliates within the meaning of Article L223-1 of the French Commercial Code and are only freely transferable in the situation referred to in Article 10.3 below.

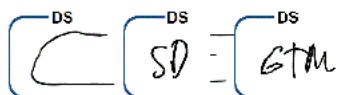
10.2 Approval

DS SD GTM

A l'exception des cas visés aux articles 10.1 et 10.3, toutes les cessions ou transmissions de parts sociales, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même qu'elles auraient lieu par voie de location, d'apport, ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, et alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, pour devenir définitives, être préalablement autorisées dans les conditions et selon les modalités suivantes : a) L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts doit notifier son projet à la Société par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la gérance, en indiquant l'identité (raison sociale, capital, siège social et n° RCS pour les personnes morales ainsi que l'identité du ou des bénéficiaires effectifs ; les noms, prénoms, profession et domicile pour les personnes physiques) du ou des cessionnaires proposés, le nombre des parts qu'il désire céder et les conditions de la cession. b) Dans les quinze (15) jours de la réception de la notification susvisée, la gérance informe les autres associés du projet de cession par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et organise, selon les modalités prévues à l'article 12 ci-dessous, leur vote sur l'agrément de ce projet. c) A défaut de décision d'agrément dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la notification prévue au a) ci-dessus, le consentement à la cession est réputé refusé. d) Si le cessionnaire proposé est agréé, la cession doit être régularisée, tant à l'égard de la Société qu'à l'égard des tiers, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification de la décision d'agrément, à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit à nouveau être soumis à l'agrément des associés dans les conditions sus-indiquées. e) Si les associés ont refusé de consentir à la cession, le cédant doit, , signifier à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception s'il renonce à son projet de cession. f) A défaut de renonciation du cédant, la gérance est tenue, dans le délai de soixante (60) jours à compter de la notification du refus d'agrément, de faire racheter les parts dont la cession est envisagée par les associés, en procédant	With the exception of the cases referred to in Articles 10.1 and 10.3, all assignments or transfers of company shares, either free of charge or for consideration, even if they take place by way of lease, contribution, or by way of public, voluntary or forced auction, and even if they relate only to bare ownership or usufruct, must, in order to become definitive, be authorized in advance under the following conditions and in accordance with the following terms and conditions: a) A shareholder who wishes to transfer all or part of his shares must notify the Company of his project by extra-judicial act or by registered letter with acknowledgement of receipt addressed to the management, indicating the identity (company name, capital, registered office and RCS no. for legal entities as well as the identity of the beneficial owner(s); surname, first names, profession and domicile for natural persons) of the proposed transferee(s), the number of shares he wishes to transfer and the terms and conditions of the transfer. b) Within fifteen (15) days of receipt of the aforementioned notification, the management informs the other shareholders of the proposed transfer by registered letter with acknowledgement of receipt and organises, in accordance with the procedures provided for in Article 12 below, their vote on the approval of this project. c) In the absence of an approval decision within thirty (30) days of receipt of the notification provided for in a) above, consent to the sale is deemed to have been refused. d) If the proposed assignee is approved, the assignment must be regularised, both with regard to the Company and with regard to third parties, within sixty (60) days from the notification of the approval decision, failing regularisation within this period, the assignee must again be submitted for approval by the shareholders under the above-mentioned conditions. e) If the shareholders have refused to consent to the assignment, the assignor must, , notify the Company by registered letter with acknowledgement of receipt if he renounces his assignment project. f) In the absence of a waiver by the assignor, the management is required, within sixty (60) days from notification of the refusal of approval, to redeem the shares whose
--	--

DS DS DS


à la répartition des parts entre les associés acheteurs proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent et dans la limite de leurs demandes. g) Au cas où le rachat par les associés ne porterait pas sur la totalité des parts dont la cession est envisagée, le solde pourra être acheté par un ou plusieurs tiers, sous réserve que ces derniers soient agréés comme il est dit ci-dessus, et/ou par la Société par voie d'annulation desdites parts sociales et de réduction corrélative de son capital social. h) Si à l'expiration du délai de soixante (60) jours visé au e) ci-dessus la totalité des parts n'a pas été achetée, l'associé cédant peut réaliser la cession initialement prévue et dispose d'un nouveau délai de deux mois pour régulariser cette cession tant à l'égard de la Société que de ses associés et des tiers, à défaut de quoi une nouvelle demande d'agrément est nécessaire. 10.3 En cas de transmission universelle du patrimoine d'un associé personne morale ou de décès d'un associé personne physique, la Société continue entre les associés restants et les bénéficiaires de ladite transmission ou les héritiers et ayants-droit de l'associé décédé.	transfer is planned by the shareholders, by allocating the shares among the purchasing shareholders in proportion to the number of shares they own and within the limit of their requests. g) In the event that the repurchase by the shareholders does not cover all the shares whose transfer is envisaged, the balance may be purchased by one or more third parties, provided that the latter are approved as stated above, and/or by the Company by cancelling the said shares and reducing its share capital accordingly. h) If at the end of the sixty (60) day period referred to in e) above not all the shares have been purchased, the assigning shareholder may complete the transfer initially planned and shall have a further two month period to regularise this transfer both with regard to the Company and its shareholders and third parties, failing which a new application for approval shall be required. 10.3 In the event of a universal transfer of the assets and liabilities of the Company, the Company shall have a new two-month period in which to regularize the transfer, both with respect to the Company and its shareholders and third parties, failing which a new request for approval shall be required.
TITRE III GÉRANCE ARTICLE 11 – GÉRANCE 11.1 Nomination La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, personnes physiques ou morales, désignés pour une durée déterminée ou non, par décision collective des associés, selon les conditions prévues à l'article 12.5. 11.2 Démission Le ou les gérants peuvent démissionner sans avoir à justifier de leur décision à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés par lettre recommandée. La démission ne prend effet qu'à compter de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants. 11.3 Révocation Les associés peuvent mettre fin avant terme, pour juste motif, au mandat des gérants par décision collective, selon les conditions prévues	TITLE III MANAGEMENT ARTICLE 11 - MANAGEMENT 11.1 Appointment The Company is managed by two or more managers, whether or not they are shareholders, natural persons or legal entities, appointed for a fixed or indefinite period of time, by collective decision of the shareholders, in accordance with the conditions set out in Article 12.5. 11.2 Resignation The manager(s) may resign without having to justify their decision on the condition that they notify it to each of the shareholders by registered letter. The resignation shall only take effect as from the appointment of one or more new managers. 11.3 Removal

DS DS DS


à l'article 12.5. Si les gérants sont associés, ceux-ci participent à la délibération.

Le gérant révoqué même sans juste motif n'a droit à aucune indemnisation.

11.4 Rémunération

Le ou les gérants peuvent avoir droit à une rémunération dont toutes les modalités de fixation et de versement sont arrêtées par décision collective des associés.

Le ou les gérants peuvent avoir droit, en outre, au remboursement des frais engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

11.5 Pouvoirs

Le ou les gérants ont, ensemble ou séparément s'ils sont plusieurs (sous réserve de ce qui est indiqué ci-après), les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en vue de la réalisation de l'objet social, dans la limite des pouvoirs attribuées par la loi ou les statuts aux associés (notamment pour les décisions visées à l'article 12.5 ci-dessous).

Par ailleurs, les décisions suivantes ne pourront être adoptées qu'après accord préalable de la collectivité des associés pris dans les conditions de l'article 12 ci-dessous :

- a) tout acte de cession à quelque titre que ce soit portant sur les biens inscrits à l'actif immobilisé du bilan de la Société ou ayant le caractère juridique ou comptable d'une immobilisation, ainsi que tout acte de constitution de toute sûreté, gage, caution, garantie ou servitude quelconque sur ces biens ou, plus généralement, toute garantie quelconque donnée, de quelque manière que ce soit, au nom de la Société ;
- b) toute acquisition par quelque moyen que ce soit de biens ou droits de nature juridique ou comptable d'une immobilisation, à l'exception des acquisitions de tels biens ou droits nécessaires à la gestion courante et à l'entretien des actifs de la Société ;
- c) la conclusion de contrats de travail ;
- d) tout acte de constitution de toute sûreté, gage, caution, garantie ou servitude quelconque sur tout bien figurant à l'actif immobilisé du bilan de la Société ou ayant le caractère juridique ou comptable d'une immobilisation ou, plus généralement, toute garantie quelconque donnée, de

The shareholders may terminate the mandate of the managers before the end of their term of office for just cause by collective decision, under the conditions provided for in Article 12.5. If the managers are shareholders, they shall take part in the deliberations.

The manager dismissed even without just cause shall not be entitled to any compensation.

11.4 Remuneration

The manager(s) may be entitled to a remuneration, all the terms and conditions of which are determined and paid by collective decision of the shareholders.

The manager(s) may also be entitled to reimbursement of expenses incurred in the interest of the Company, upon presentation of all supporting documents.

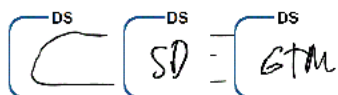
11.5 Powers

The manager(s) have, together or separately if there are several of them (subject to what is indicated below), the broadest powers to act on behalf of the Company for the achievement of the corporate purpose, within the limits of the powers granted by law or the Articles of Association to the shareholders (in particular for the decisions referred to in Article 12.5 below).

The following decisions may only be adopted after prior agreement of the community of shareholders under the conditions of Article 12 below:

- a) any deed of assignment in any capacity whatsoever relating to the assets recorded as fixed assets in the Company's balance sheet or having the legal or accounting character of a fixed asset, as well as any deed of creation of any security, pledge, bond, guarantee or servitude whatsoever on these assets or, more generally, any guarantee whatsoever given, in any manner whatsoever, in the name of the Company ;
- b) any acquisition by any means whatsoever of property or rights of a legal or accounting nature in respect of a fixed asset, with the exception of acquisitions of such property or rights necessary for the day-to-day management and maintenance of the Company's assets;
- c) the conclusion of employment contracts;
- d) any deed of creation of any security interest, pledge, bond, guarantee or servitude whatsoever on any property appearing in the fixed assets of the Company's balance sheet or having the legal or accounting character of

quelque manière que ce soit, au nom de la Société ; e) octroi ou de tout prêt ou crédit ; f) la conclusion de toute dette autre que celles prévues dans le budget annuel ou ne dépassant pas un montant unitaire de vingt-cinq mille euros (25.000 euros) ; g) la conclusion, la modification ou la résiliation de tout contrat avec : - tout associé, gérant de la Société ou filiale (au sens de l'article L233-1 du Code de commerce) de l'une ou l'autre de ces personnes ; - les sociétés dans lesquelles l'une des personnes susmentionnées détient directement ou indirectement plus de 5% du capital; h) conclusion, résiliation ou modification de tout contrat de bail ou emportant une obligation similaire à long terme, dès lors que le loyer annuel net sera supérieur à 500.000,00 € (cinq cent mille euros). Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, et dans la limite des pouvoirs qui leur sont attribués par le présent article, conférer une délégation de pouvoirs pour une opération déterminée. TITRE IV DÉCISIONS COLLECTIVES ARTICLE 12 – DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS Les décisions collectives sont prises valablement : a) soit par les associés réunis en assemblée ; b) soit par consultation écrite ; c) soit par consentement de tous les associés exprimé dans un acte authentique ou sous seing privé. L'initiative de la consultation des associés en vue d'une prise de décisions collectives appartient à la gérance ou à tout associé disposant d'au moins une part sociale. 12.1 Assemblée - Quorum L'assemblée générale se réunit sur la convocation de la gérance ou d'un associé, au jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation. Les convocations à une assemblée sont faites par la gérance ou un associé par	a fixed asset or, more generally, any guarantee whatsoever given, in any manner whatsoever, in the name of the Company; e) the granting of any loan or credit f) the subscription of any additional indebtedness non included in the annual budget, in excess of twenty-five thousand euros (€ 25,000.00) in an individual case; g) the conclusion, amendment or termination of contracts with - o partners, members of the management or relatives (within the meaning of article L233-1 of the French commercial code of these persons; - o companies in which one of the above-mentioned persons directly or indirectly holds more than 5% of the shares; h) the conclusion, termination or amendment of contracts establishing a long-term lease, occupation or similar obligation, if the individual contract has a net annual rent in excess of € 500,000.00 (five hundred thousand euros). The manager(s) may, under their responsibility, and within the limits of the powers attributed to them by this article, grant a delegation of powers for a given transaction. TITRE IV COLLECTIVE DECISIONS ARTICLE 12 – SHAREHOLDERS' DECISIONS Collective decisions are made validly: a) Either by the shareholders meeting in assembly; b) or by written consultation; c) or by consent of all the shareholders expressed in an authentic act or private agreement. The initiative to consult the shareholders with a view to taking collective decisions shall belong to the management or to any shareholder having at least one share in the Company. 12.1 Assembly - Quorum The general meeting is convened by the management or a shareholder, on the day, time
--	---

DS DS DS


lettres recommandées postées au moins quinze (15) jours avant le jour fixé pour la réunion.

La lettre contient l'indication de l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants lequel est assisté comme scrutateur de l'associé présent et acceptant titulaire et représentant du plus grand nombre de parts sociales.

L'assemblée peut désigner un secrétaire pris parmi les associés ou en dehors d'eux ; à défaut, le secrétariat de l'assemblée est assuré par le gérant lui-même.

Tout associé peut se faire représenter aux réunions par tout mandataire de son choix, associé ou non, justifiant d'un pouvoir spécial.

Il est tenu une feuille de présence signée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance et certifiée par le président.

Sur première convocation, les décisions collectives ne sont valablement prises sur première consultation, que si tous les associés sont présents ou représentés.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

12.2 Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le texte du projet de résolutions est notifié en double exemplaire par la gérance à chaque associé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et chaque associé est invité à faire retour à la Société d'un exemplaire daté et signé par lui avec la mention écrite par lui au pied de chaque résolution du mot « adoptée » ou « refusée », l'absence de l'une ou l'autre de ces mentions étant considérée comme valant abstention de l'associé sur la décision à prendre au sujet de la résolution sur laquelle il n'a manifesté aucun parti.

Pour pouvoir être prises en compte, les réponses des associés à la consultation doivent parvenir à la Société dans les quinze jours à compter de la date d'envoi de la consultation telle que figurant sur l'avis d'envoi de la lettre recommandée ; passé ce délai, les associés n'ayant pas répondu sont réputés "absents" pour les décisions à prendre par la consultation.

12.3 Décisions exprimées dans un acte

Lorsque la décision collective est exprimée dans un acte en dehors de toute assemblée ou consultation par correspondance, l'acte devra

and place indicated in the notice of meeting. Notice of a meeting is given by the management or an associate by registered letter mailed at least fifteen (15) days before the day set for the meeting.

The letter shall contain an indication of the agenda in such a way that the content and scope of the items on the agenda are clearly indicated without reference to other documents.

The meeting shall be chaired by the manager or one of the managers who shall be assisted as scrutineer by the shareholder present and accepting the holder and representative of the largest number of shares.

The meeting may appoint a secretary from among the shareholders or outside them; failing this, the secretariat of the meeting shall be provided by the manager himself.

Any shareholder may be represented at the meetings by any proxy of his choice, whether a shareholder or not, who can justify a special power of attorney.

An attendance sheet signed by each member of the meeting shall be kept on entering the meeting and certified by the president.

Collective decisions are validly taken on first consultation, only if all shareholders are present or represented.

No quorum is required on second consultation.

12.2 Written consultation

In the event of written consultation, the text of the draft resolutions is notified in duplicate by the Management Board to each shareholder by registered letter with acknowledgement of receipt, and each shareholder is invited to return to the Company a copy dated and signed by him with the written mention by him at the foot of each resolution of the word "adopted" or "refused", the absence of either of these mentions being considered to be equivalent to the shareholder's abstention on the decision to be taken on the resolution on which he has not expressed any party.

In order to be taken into account, the answers of the associates to the consultation must reach the Company within fifteen days from the date of sending of the consultation as indicated on the notice of sending of the registered letter; after this deadline, the associates who have not replied shall be deemed "absent" for the decisions to be taken by the consultation.

DS SD GTM

être signé par l'ensemble des associés et vaudra procès-verbal des décisions des associés.

12.4 Majorité

À l'exception des conditions mentionnées à l'article 12.5, toutes les décisions collectives sont prises à la majorité des voix correspondant aux parts sociales composant le capital social, chaque associé disposant d'un nombre de voix égal au nombre de ses parts et de celles de ses mandants sans limitation.

12.5 Unanimité

Par dérogation aux stipulations de l'article 12.4, toutes les décisions collectives mentionnées à l'article 12.5 doivent être prises à l'unanimité des voix correspondant aux parts sociales composant le capital social, chaque associé disposant d'un nombre de voix égal au nombre de ses parts et de celles de ses mandants sans limitation.

Les décisions collectives concernées sont les suivantes :

- les modifications des statuts (à l'exception des augmentations ou des diminutions du capital social de la Société entre le capital minimum et le capital social autorisé) ;
- la fusion, la conversion, la dissolution ou toute autre modification substantielle de la société ;
- les modifications portant sur le capital de la Société, y compris toute émission ou rachat d'actions ainsi que la validation de tout nouveau associé l'exclusion d'actionnaires
- l'approbation du budget annuel (comprenant notamment le budget des travaux) ainsi que tout investissement d'une valeur supérieure à 100 000 euros hors taxes (cent mille euros hors taxes), à condition qu'il n'ait pas été adopté dans le budget annuel ;
- l'introduction de toute instance judiciaire ou la défense dans le cadre d'un litige d'une valeur supérieure à 100.000 euros (ou valeur équivalente en cas de monnaie étrangère)
- la nomination ou la révocation de tout gérant, mandataire, représentant de la Société, et de tout liquidateur ;
- donner quitus aux gérants ;
- création, modification de la participation ou vente de filiales ainsi que l'acquisition ou vente d'actions et dissolution de ces filiales ;
- l'adoption des comptes sociaux de la Société ;

12.3 Decisions expressed in a deed

When the collective decision is expressed in a deed outside of any assembly or consultation by correspondence, the deed shall be signed by all the associates and shall be considered as minutes of the associates' decisions.

12.4 Majority

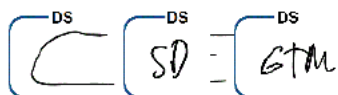
With the exception of the conditions mentioned in Article 12.5, all collective decisions are taken by a majority of the votes corresponding to the shares making up the share capital, each shareholder having a number of votes equal to the number of his shares and those of his principals without limitation.

12.5 Unanimity

Notwithstanding the provisions of Article 12.4, all collective decisions referred to in Article 12.5 must be taken by unanimity of the votes corresponding to the shares making up the share capital, each shareholder having a number of votes equal to the number of his shares and those of his principals without limitation.

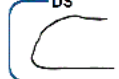
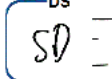
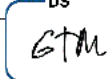
The collective decisions concerned are as follows:

- amendments to the articles of association (except for increases or decreases in the Company's share capital between the minimum capital and the authorized share capital);
- merger, conversion, dissolution or other fundamental action of the Company
- alterations to the capital structure of the Company, including any issuance or redemption of shares and including acceptance and exclusion of shareholders;
- the approval of the annual budget (including in particular the works budget) as well as any investment with a value of more than € 100,000 exclusive of tax (one hundred thousand euros exclusive of tax), provided that it has not been adopted in the annual budget;
- initiation or defense of any litigation with a claim value of more than EUR 100,000.00 (or value equivalent in local currencies);
- the appointment or removal of any manager; proxy and authorized representative and liquidator; and
- granting discharge to the directors;
- establishment, changes in share ownership ratio or sale of subsidiaries as well as purchase or sale of shares and dissolution of such subsidiaries;

DS DS DS


- l'affectation et la répartition des résultats ; - la nomination du commissaire aux comptes ; ainsi que les décisions de gestion suivantes : a) tout acte de constitution de toute sûreté, gage, caution, garantie ou servitude quelconque sur ces biens ou, plus généralement, toute garantie quelconque donnée, de quelque manière que ce soit, au nom de la Société ; b) toute acquisition par quelque moyen que ce soit de biens ou droits de nature juridique ou comptable d'une immobilisation, à l'exception des acquisitions de tels biens ou droits nécessaires à la gestion courante et à l'entretien des actifs de la Société ; c) la conclusion de contrats de travail ; d) tout acte de constitution de toute sûreté, gage, caution, garantie ou servitude quelconque sur tout bien figurant à l'actif immobilisé du bilan de la Société ou ayant le caractère juridique ou comptable d'une immobilisation ou, plus généralement, toute garantie quelconque donnée, de quelque manière que ce soit, au nom de la Société ; e) octroi ou de tout prêt ou crédit ; f) la conclusion de toute dette autre que celles prévues dans le budget annuel ou ne dépassant pas un montant unitaire de vingt-cinq mille euros (25.000 euros) ; g) la conclusion, la modification ou la résiliation de tout contrat avec : - tout associé, gérant de la Société ou filiale (au sens de l'article L233-1 du Code de commerce) de l'une ou l'autre de ces personnes ; - les sociétés dans lesquelles l'une des personnes susmentionnées détient directement ou indirectement plus de 5% du capital ; h) conclusion, résiliation ou modification de tout contrat de bail ou emportant une obligation similaire à long terme, dès lors que le loyer annuel net sera supérieur à 500.000,00 € (cinq cent mille euros). 12.6 Droit des associés Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives prises soit en assemblée, soit par consultation écrite.	- adoption of the audited and certified annual financial statements; - determination and appropriation of the annual result; - election of the statutory auditor; as well as the following management decisions: a) any deed of creation of any security, pledge, bond, guarantee or servitude whatsoever on these assets or, more generally, any guarantee whatsoever given, in any manner whatsoever, in the name of the Company; b) any acquisition by any means whatsoever of property or rights of a legal or accounting nature in respect of a fixed asset, with the exception of acquisitions of such property or rights necessary for the day-to-day management and maintenance of the Company's assets; c) the conclusion of employment contracts; d) any deed of creation of any security interest, pledge, bond, guarantee or servitude whatsoever on any property appearing in the fixed assets of the Company's balance sheet or having the legal or accounting character of a fixed asset or, more generally, any guarantee whatsoever given, in any manner whatsoever, in the name of the Company; e) the granting of any loan or credit; f) the subscription of any additional indebtedness non included in the annual budget, in excess of twenty-five thousand euros (€ 25,000.00) in an individual case; g) the conclusion, amendment or termination of contracts with - o partners, members of the management or relatives (within the meaning of article L233-1 of the French commercial code of these persons; - o companies in which one of the above-mentioned persons directly or indirectly holds more than 5% of the shares; h) the conclusion, termination or amendment of contracts establishing a long-term lease, occupation or similar obligation, if the individual contract has a net annual rent in excess of € 500,000.00 (five hundred thousand euros).
--	--

DS DS DS

Si une part est grevée d'un usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier, quelle que soit la nature des décisions à prendre.

12.7 Procès-verbaux

Toute délibération d'assemblée ou toute décision collective fait l'objet d'une constatation par un procès-verbal établi par la gérance à l'issue de la réunion d'assemblée ou de la consultation écrite.

Les procès-verbaux contenant les mentions requises sont établis par les soins du gérant par ordre chronologique sur un registre spécial tenu au siège social à la disposition des associés.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par la gérance.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 13 – EXERCICE SOCIAL

Le premier exercice social commence à compter de la signature des présents statuts et finit le 31 octobre 2020.

Pour les années suivantes, chaque exercice social commence le 1^{er} novembre et finit le 31 octobre.

ARTICLE 14 – BÉNÉFICES – COMPTES SOCIAUX – APPROBATION

Il sera tenu au siège social, une comptabilité régulière.

En outre, à la fin de chaque exercice social, il sera dressé, par les soins de la gérance, un inventaire des éléments actifs et passifs de la Société, un bilan et un compte de résultats.

Les comptes de l'exercice écoulé, dressés dans les conditions ci-dessus indiquées, sont présentés aux associés dans le rapport écrit d'ensemble de la gérance sur l'activité sociale pendant l'exercice écoulé.

Ultérieurement, les associés devront, s'il y a lieu, décider de la nomination d'un commissaire aux comptes.

ARTICLE 15 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS

Le bénéfice ou, le cas échéant, la perte de l'exercice ressort dans le compte de résultat de la différence entre les produits et les charges de l'exercice après déduction des amortissements et

12.6 Shareholders' rights

Every shareholder has the right to participate in collective decisions taken either in assembly or by written consultation.

If a share is encumbered by a usufruct, the voting right shall belong to the usufructuary, irrespective of the nature of the decisions to be taken.

12.7 Minutes

Any deliberations at a meeting or any collective decision is recorded in minutes drawn up by the management at the end of the meeting or written consultation.

The minutes containing the required entries shall be drawn up by the manager in chronological order in a special register kept at the registered office at the disposal of the shareholders.

Copies or extracts of these minutes shall be validly certified by the management.

TITLE V

FINANCIAL YEAR - PARENT COMPANY FINANCIAL STATEMENTS

ARTICLE 13 - FINANCIAL YEAR

The first financial year shall begin as from the signature of these Articles of Association and end on 31 October 2020.

For subsequent years, each financial year shall begin on November 1 and end on October 31.

ARTICLE 14 - PROFITS - COMPANY ACCOUNTS - APPROVAL

Regular bookkeeping will be kept at the head office.

In addition, at the end of each financial year, the management will draw up an inventory of the Company's assets and liabilities, a balance sheet and an income statement.

The accounts for the past financial year, drawn up under the conditions indicated above, are presented to the shareholders in the management's overall written report on the company's activity during the past financial year.

Subsequently, the shareholders shall, if necessary, decide on the appointment of an auditor.

ARTICLE 15 - ALLOCATION AND

DS DS DS
C SD GTM

provisions.

Ce bénéfice est distribué entre les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux. Toutefois, l'assemblée générale ordinaire peut décider de le mettre en réserve ou de le reporter à nouveau en tout ou en partie.

La perte, s'il en existe, à défaut d'une décision des associés affectant à sa compensation tout ou partie des réserves et/ou du report bénéficiaire des exercices antérieurs, est portée à un compte « report à nouveau » inscrit au bilan pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs.

Les associés, d'un commun accord, peuvent néanmoins décider de la prendre directement en charge auquel cas elle est supportée par eux dans la même proportion que pour la répartition des sommes distribuables.

ARTICLE 16 – REMUNERATION STATUTAIRE

16.1 Sous réserve des stipulations des documents de financement (notamment des accords subordonnant les droits des associés par rapport à ceux des créanciers bancaires et financiers de la Société) auxquels la Société est le cas échéant partie et du respect des conditions fixées ci-après, une rémunération statutaire est distribuée trimestriellement aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent à la fin de chaque trimestre civil.

16.2 Le montant maximum de rémunération statutaire distribuable au titre d'un trimestre civil de référence est le plus faible des montants suivants :

- a) le montant total de la trésorerie disponible et des valeurs mobilières de placement enregistrées sous la classe 5 du plan comptable général qui excède les éventuels engagements souscrits par la Société au bénéfice de ses créanciers en matière de conservation de trésorerie disponible, diminué de (i) tout remboursement d'emprunt, avance ou autre financement, bancaire ou non, prévu au cours du trimestre civil qui suit le trimestre civil de référence, (ii) tous autres passifs, charges et dépenses prévus au cours du trimestre civil qui suit le trimestre civil de référence, (iii) tous dépôts de garantie versés par les locataires à rembourser au cours du trimestre civil qui

DISTRIBUTION OF NET INCOME

The profit or, where applicable, the loss for the financial year is shown in the income statement as the difference between income and expenses for the financial year after deduction of depreciation and provisions.

This profit is distributed among the shareholders in proportion to the number of shares owned by each of them. However, the Ordinary General Meeting may decide to place it in reserve or to carry it forward in whole or in part.

The loss, if any, in the absence of a decision by the shareholders to allocate all or part of the reserves and/or the profit carried forward from previous years to offset it, shall be entered in a "retained earnings" account in the balance sheet to be charged against the net income of subsequent years.

The shareholders, by mutual agreement, may nevertheless decide to bear it directly, in which case it shall be borne by them in the same proportion as for the distribution of the distributable sums.

ARTICLE 16 - STATUTORY REMUNERATION

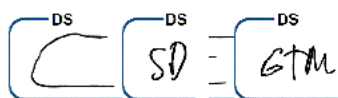
16.1 Subject to the stipulations of the financing documents (in particular agreements subordinating the rights of the shareholders to those of the Company's bank and financial creditors) to which the Company is a party, if applicable, and subject to compliance with the conditions set out below, statutory remuneration shall be distributed quarterly to the shareholders in proportion to the number of shares they hold at the end of each calendar quarter.

16.2 The maximum amount of statutory remuneration distributable in respect of a reference calendar quarter is the lowest of the following amounts:

- a) the total amount of available cash and marketable securities registered under class 5 of the general chart of accounts which exceeds any commitments entered into by the Company for the benefit of its creditors with regard to the preservation of available cash, less (i) any repayment of loans, advances or other financing, (ii) all other liabilities, charges and expenses expected to be incurred during the calendar quarter following the calendar quarter of reference, (iii) all security deposits paid

b) suit le trimestre civil de référence ; ou la somme des soldes des classes 4 et 5 du plan comptable général, à l'exclusion des comptes enregistrés sous la sous-classe 45 (Groupe et associés)/ 455 Associés – Compte courants), qui excède les éventuels engagements souscrits par la Société au bénéfice de ses créanciers en matière de conservation de trésorerie disponible, diminué de (i) tout remboursement d'emprunt, avance ou autre financement, bancaire ou non, prévu au cours du trimestre civil qui suit le trimestre civil de référence, (ii) tous autres passifs, charges et dépenses prévus au cours du trimestre civil qui suit le trimestre civil de référence, (iii) tous dépôts de garantie versés par les locataires à rembourser au cours du trimestre civil qui suit le trimestre civil de référence. Pour les besoins de la définition des classes de comptes dans le plan comptable général, il est nécessaire de se référer au règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, actualisé des derniers textes de l'ANC en vigueur. 16.3 La rémunération statutaire due au titre d'un trimestre civil fait l'objet d'un paiement prévisionnel, déterminé comme il est dit ci-après, et versé dans les trente (30) jours civils suivant la fin trimestre civil considéré. Le montant de ce paiement anticipé est déterminé sous la seule responsabilité du gérant mais ne peut en aucun cas excéder quatre-vingt-cinq (85) pourcent de la rémunération statutaire maximum estimée par le gérant au titre du trimestre civil considéré. Cette estimation est effectuée par le gérant conformément aux stipulations de l'article 16.2. Le gérant communique les éléments de calcul de cette estimation par tout moyen écrit (note, email notamment) à chaque associé au plus tard lors du paiement anticipé. 16.4 Le gérant indique, pour chaque exercice social, dans le rapport écrit d'activité établi en application de l'article 1856 du code civil : - le montant qui ressort de l'application du (a) et du (b) de l'article 16.2 à l'ensemble de l'exercice social considéré (à savoir le dernier exercice clos), et joint à ce rapport tous éléments utiles aux associés pour fixer le maximum de la rémunération	by tenants to be reimbursed during the calendar quarter following the calendar quarter of reference; or b) the sum of the balances in classes 4 and 5 of the general chart of accounts, excluding the accounts recorded under subclass 45 (Group and Associates)/ 455 Associates - Current Account), which exceeds the Company's commitments, if any, to its creditors in respect of the preservation of available cash, less (i) any loan repayments, (i) any advance or other financing, whether or not bankable, expected to be made during the calendar quarter following the calendar quarter of reference, (ii) any other liabilities, charges and expenses expected to be incurred during the calendar quarter following the calendar quarter of reference, (iii) any security deposits paid by tenants to be repaid during the calendar quarter following the calendar quarter of reference. For the purposes of defining the classes of accounts in the general chart of accounts, it is necessary to refer to NCA regulation n°2014-03 relating to the general chart of accounts, updated with the latest texts of the NCA in force. 16.3 The statutory remuneration due in respect of a calendar quarter is subject to a provisional payment, determined as set out below, and paid within the 30 calendar days following the last day of the calendar quarter in question. The amount of this advance payment is determined under the sole responsibility of the manager but may under no circumstances exceed eighty-five (85) percent of the maximum statutory remuneration estimated by the manager for the calendar quarter in question. This estimate shall be made by the manager in accordance with the provisions of Article 27.2. The manager communicates the elements of calculation of this estimate by any written means (note, email in particular) to each partner at the latest at the time of the advance payment. 16.4 The manager shall indicate, for each financial year, in the written activity report drawn up pursuant to Article 1856 of the French Civil Code:
--	--

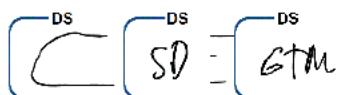
statutaire payable au titre de l'exercice social considéré. A cet effet, le terme « trimestre civil » utilisé aux paragraphes (a) et (b) susvisés est remplacé par le terme « exercice social », - le montant des rémunérations statutaires payées par anticipation au titre des trimestres civils de l'exercice social considéré. Lorsqu'ils statuent sur les comptes de l'exercice social considéré, les associés fixent : - le montant maximum de la rémunération statutaire payable au titre de cet exercice, conformément à l'article 16.2 (à cet effet, le terme « trimestre civil » utilisé à l'article 16.2 est remplacé par le terme « exercice social »), le montant de la rémunération statutaire qu'ils décident de payer au titre de cet exercice. Si la rémunération statutaire est d'un montant inférieur au cumul des paiements anticipés effectués au titre des trimestres de l'exercice de référence, les associés remboursent la différence à la Société dans un délai de 15 jours suivant la décision d'approbation des comptes et dans tous les cas avant le terme du quatrième mois suivant la clôture du dernier exercice. Ce remboursement peut intervenir par compensation. Si la rémunération statutaire payée est d'un montant supérieur au cumul des paiements anticipés effectués au titre des trimestres de l'exercice de référence, le solde dû est payé aux associés dans les 15 jours suivant la décision d'approbation des comptes et dans tous les cas avant le terme du quatrième mois suivant la clôture du dernier exercice. 16.4 Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans la rémunération statutaire.	- the amount resulting from the application of (a) and (b) of Article 16.2 to the entire financial year in question (i.e. the last financial year closed), and attaches to this report all information useful to the partners in order to set the maximum statutory remuneration payable for the financial year in question. For this purpose, the term "calendar quarter" used in paragraphs (a) and (b) above is replaced by the term "financial year", - the amount of statutory remuneration paid in advance in respect of the calendar quarters of the financial year in question. When ruling on the accounts for the financial year in question, the partners shall set: - the maximum amount of statutory remuneration payable for that financial year, in accordance with Article 16.2 (to this effect, the term "calendar quarter" used in Article 16.2 is replaced by the term "financial year"), - the amount of the statutory remuneration they decide to pay for that financial year. If the statutory remuneration is less than the cumulative amount of the advance payments made in respect of the quarters of the financial year in question, the shareholders shall repay the difference to the Company within 15 days of the decision to approve the accounts and in any event before the end of the fourth month following the end of the last financial year. This repayment may be made by offsetting. If the statutory remuneration paid is greater than the cumulative amount of the advance payments made for the quarters of the reference fiscal year, the balance due shall be paid to the partners within 15 days following the decision to approve the accounts and in any case before the end of the fourth month following the end of the last fiscal year. 16.4 Each share confers on its owner an equal right in the statutory remuneration.
---	---

DS DS DS


TITRE VI LIQUIDATION	TITLE VI LIQUIDATION
ARTICLE 17 – DISSOLUTION – LIQUIDATION	ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION
17.1 La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution à moins que celle-ci n'intervienne à la suite de fusion, de scission ou de la réunion de toutes les parts dans une seule main. La dissolution n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication. À compter de la dissolution, la dénomination est suivie de la mention « société en liquidation » suivie du nom du ou des liquidateurs. La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci. 17.2 La Société est liquidée par le ou les gérants en exercice lors de la survenance de la dissolution, à moins que les associés ne désignent un ou plusieurs liquidateurs par décision collective ordinaire. Les liquidateurs accomplissent leur mission jusqu'à clôture de la liquidation, sous réserve de ce qui est dit à l'article 17.3. Si le mandat de liquidateur venait à être totalement vacant et faute par les associés d'avoir pu procéder à la ou aux nominations nécessaires, il sera procédé à la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs par décision de justice à la demande de tout intéressé. 17.3 Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement. 17.4 Le ou les liquidateurs sont révoqués par décision collective des associés selon les modalités prévues à l'article 12.5. 17.5 La nomination et la révocation d'un liquidateur ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication. Ni la Société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la révocation du	17.1 The Company shall be in liquidation from the time of its dissolution unless it is dissolved as a result of a merger, division or the joining of all the shares into one hand. Dissolution shall have no effect with respect to third parties until it has been published. Upon dissolution, the name is followed by the words "company in liquidation" followed by the name of the liquidator or liquidators. The legal personality of the Company shall subsist for the purposes of the liquidation until the publication of the closing of the liquidation. 17.2 The Company shall be liquidated by the manager or managers in office at the time of the dissolution, unless the shareholders appoint one or more liquidators by ordinary collective decision. The liquidators shall perform their duties until the liquidation is completed, subject to the provisions of Article 17.3. If the mandate of liquidator becomes totally vacant and the shareholders are unable to make the necessary appointment(s), one or more liquidators shall be appointed by a court decision at the request of any interested party. 17.3 If the liquidation has not been completed within three years of the dissolution, the Public Prosecutor's Office or any interested party may apply to the court which shall cause the liquidation to be carried out or, if it has been started, to be completed. 17.4 The liquidator(s) shall be dismissed by collective decision of the shareholders in the manner provided for in Article 12.5. 17.5 The appointment and dismissal of a liquidator are not binding on third parties until they are published. Neither the Company nor third parties may, in order to evade their commitments, rely on an irregularity in the appointment

liquidateur, dès lors que celles-ci ont été régulièrement publiées. 17.6 Les liquidateurs disposent de tous pouvoirs pour céder tous éléments d'actif, à l'amiable ou autrement, en bloc ou isolément, selon toutes conditions de règlement jugées opportunes; ils poursuivent les affaires en cours lors de la dissolution jusqu'à leur bonne fin mais ne peuvent, sans autorisation de la collectivité des associés, en entreprendre de nouvelles. Ils reçoivent tous règlements, donnent valable quittance, paient les dettes sociales, consentent tous arrangements, compromis, transactions et, plus généralement, font tout ce qui est nécessaire pour la bonne fin des opérations de liquidation. 17.7 Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif net subsistant, ou boni, est effectué entre les associés dans la même proportion que leur participation aux bénéfices. Il est fait application des règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle. Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle. Les dispositions de l'article 587 du Code Civil s'appliqueront aux sommes attribuées en représentation de parts sociales démembrées (usufruit d'une part, nue-propriété d'autre part) à moins que les parties, nus propriétaires et usufruitiers, n'en conviennent autrement à l'unanimité. En conséquence, à moins d'un accord unanime des nus propriétaires et usufruitiers notifié au liquidateur par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège de la liquidation, le liquidateur sera tenu de remettre le numéraire attribué en représentation des parts sociales démembrées au seul usufruitier qui sera seul habilité à en donner quittance, et il sera bien et valablement déchargé par la remise des fonds au seul usufruitier.	or dismissal of the liquidator, once they have been duly published 17.6 The liquidators shall have full powers to dispose of any assets, amicably or otherwise, in whole or in part, according to any terms of settlement deemed appropriate; they shall continue the affairs in progress at the time of dissolution until they are completed, but may not, without the authorization of the community of shareholders, undertake new affairs. They shall receive all settlements, give valid discharges, pay the debts of the partnership, make all arrangements, compromises, transactions and, more generally, do all that is necessary for the successful completion of the liquidation operations. 17.7 After payment of the debts and repayment of the share capital, the distribution of the remaining net assets, or bonus, shall be made among the shareholders in the same proportion as their share of the profits. The rules concerning the division of estates, including preferential allotment, shall be applied. Any property contributed which is found in kind in the shared mass shall be attributed, at the request of the shareholder and subject to the payment of a balance, if need be, to the shareholder who made the contribution. This option shall be exercised before any other right to preferential allotment. The provisions of Article 587 of the Civil Code shall apply to sums allocated in representation of dismembered shares (usufruct on the one hand, bare ownership on the other hand) unless the parties, bare owners and usufructuaries, unanimously agree otherwise. Consequently, unless the naked owners and usufructuaries unanimously agree otherwise, notified to the liquidator by registered letter with acknowledgement of receipt sent to the seat of the liquidation, the liquidator shall be required to remit the cash allocated in representation of the dismembered shares to the sole usufructuary, who alone shall be entitled to give a receipt, and shall be properly and validly discharged by the remittance of the funds to the sole usufructuary.
--	--

TITRE VII DIVERS	TITLE VII MISCELLANEOUS
ARTICLE 18 – CONTESTATIONS Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre associés, soit entre les associés le ou les gérants et la Société, sont soumises aux tribunaux compétents du ressort du siège social de la Société. ARTICLE 19 – VALEUR DES ACTIFS Sans préjudice du respect de la législation et de la réglementation applicables à la Société : - les actifs à acquérir par la Société ne peuvent l'être que s'ils ont été évalués conformément aux règles d'évaluation applicables aux fonds communs de placement spéciaux ; - les actifs acquis doivent être évalués conformément aux règles d'évaluation applicables aux fonds spéciaux. ARTICLE 20 – NOMINATION DES PREMIERS GERANTS DE LA SOCIÉTÉ Les premiers gérants de la Société nommés aux termes des présents statuts pour une durée prenant fin à l'issue de la décision d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2020 sont : • Monsieur Sébastien Daguenet, né le 11 mars 1977 à Paris, de nationalité française, demeurant [REDACTED] ; • Monsieur Ghislain Tézenas du Montcel, né le 2 juillet 1974 à Versailles, de nationalité française, demeurant [REDACTED] Les gérants ainsi désignés ne perçoivent aucune rémunération. ARTICLE 21 – ETATS DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ Il est annexé aux présents statuts un état des actes passés pour le compte de la Société en formation, la signature des présents statuts emporte reprise des engagements. En conséquence, lesdits actes seront automatiquement repris par la Société à la date de son immatriculation au Registre du commerce	ARTICLE 18 - DISPUTES Any disputes that may arise during the term of the Company or its liquidation, either between shareholders or between the shareholder(s) or manager(s) and the Company, shall be submitted to the competent courts within the jurisdiction of the Company's registered office. ARTICLE 19 - VALUE OF ASSETS Without prejudice to compliance with applicable law and regulation: - the assets to be acquired by the company may only be acquired if they have been valued in accordance with the valuation rules applicable to special investment funds; - the assets acquired must be valued in accordance with the valuation rules applicable to special funds. ARTICLE 20 - APPOINTMENT OF THE FIRST MANAGERS OF THE COMPANY The first managers of the Company appointed under the terms of these Articles of Association for a term ending at the end of the decision to approve the financial statements for the financial year ending 31 October 2020 are: • Monsieur Sébastien Daguenet, né le 11 mars 1977 à Paris, de nationalité française, demeurant [REDACTED] • Monsieur Ghislain Tézenas du Montcel, né le 2 juillet 1974 à Versailles, de nationalité française, demeurant [REDACTED] Currently, the first managers of the Company shall receive no compensation. ARTICLE 21 - LIST OF ACTS MADE ON BEHALF OF THE COMPANY Attached to these Articles of Association is a statement of the deeds passed on behalf of the Company in formation, the signature of these Articles of Association entails the assumption of commitments. Consequently, the said deeds will automatically be taken over by the Company on the date of its registration in the Trade and Companies Register

DS DS DS


et des sociétés et seront alors réputés avoir été dès l'origine directement conclus par elle.

ARTICLE 22 – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et d'enregistrement nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

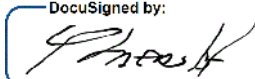
A Paris

Le 22 juillet 2020

En exemplaires originaux

Pour RIVOLI SAS

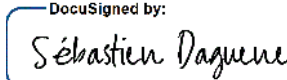
Par : [.], 7/22/2020

DocuSigned by:

 37DFCC7688974F5...

Pour NAEV France SAS

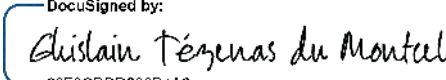
Par : [.], 7/21/2020

Bon pour acceptation des fonctions du ou des premiers gérants

DocuSigned by:

 5009C77385AD439...

[.]¹ 7/21/2020

Bon pour acceptation des fonctions du ou des premiers gérants

DocuSigned by:

 6CF8CDD096B4A8...

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

- La somme en numéraire de mille (1.000 €) euros a été déposée sur une affaire ouverte au nom de la société en formation sur le compte CARPA du Cabinet Jeantet ouvert dans les livres de BNP PARIBAS Agence Centrale 8 rue Sainte Cécile 75009 PARIS ainsi que

and will then be deemed to have been entered into directly by the Company from the outset.

ARTICLE 22 - POWERS

All powers are granted to the bearer of an original hereof for the purpose of carrying out the publication, filing and registration formalities required to register the Company with the Trade and Companies Registry.

¹ Signature précédée de la mention « Bon pour acceptation des fonctions du ou des premiers gérants »

l'atteste le certificat dudit dépositaire ; - Conclusion d'une convention de domiciliation pour les locaux du siège social avec la société DBA Expertise, pour une durée de pour une durée minimum de trois mois à compter du 10 juillet 2020, renouvelable par tacite reconduction pour une durée indéterminée.	
---	--